



PRÉFET DU PUY-DE-DOME

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX
CONCERNANT
LA VIDANGE ET LA RÉGULARISATION DU PLAN D'EAU LALLABERT
COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-L'HERM

DOSSIER N° 63-2018-00350

Le Préfet du Puy-de-Dôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 01 Octobre 2018, présenté par la Commune de Saint-Germain-l'Herm, enregistré sous le n° 63-2018-00350 et relatif à : la vidange et la régularisation du plan d'eau Lallabert,

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**Commune de Saint-Germain-l'Herm
Mairie
Le Bourg
63630 ST GERMAIN L HERM**

concernant :

la vidange et la régularisation du plan d'eau Lallabert

qui a les caractéristiques suivantes :

LOCALISATION Commune de SAINT GERMAIN L'HERM Section ZP – parcelle 46 Coordonnées (Lambert 93) (au centre du plan d'eau) X= 743 216 ; Y = 6 483 842	BARRAGE DE RETENUE DU PLAN D'EAU Type : en terre avec masque amont Hauteur maximale : 3,40 m Largeur en crête : 4,5 m Longueur : 63 m Ouvrage de trop-plein permanent : conduite de fond
VOCATION DU PLAN D'EAU pisciculture extensive à vocation de la pêche de loisirs	RETENUE Type d'alimentation : sur sources Profondeur d'eau moyenne : 1 m Volume approximatif : 2 300 m ³ Surface au miroir : 4 700 m ²

Ces aménagements relèvent des rubriques ci-dessous, et les arrêtés de prescriptions générales s'appliquent :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999
3.2.7.0	Pisciculture d'eau douce mentionnée à l'article L431-6 du code de l'environnement (D)	Déclaration	Arrêté du 1er avril 2008

I. Décision

Vos ouvrages sont autorisés dès réception de ce récépissé. Vous devez respecter les engagements pris dans votre dossier de déclaration.

II. Début des travaux et durée de l'autorisation

La mise en service de l'installation doit intervenir dans un délai de **3 ans** à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci devra être adressée au Préfet au plus tard deux mois avant la date d'échéance ci-dessus.

III. Conformité des travaux et contrôle

Les ouvrages, les travaux, les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé et aux dispositions figurant dans les arrêtés de prescriptions. L'inobservation de ces dispositions pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du code de l'environnement.

Toute modification sur les ouvrages, leur utilisation, les activités exercées, doit au préalable être portée à la connaissance du Préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations dans les conditions définies par le code de l'environnement.

IV. Recours et publication

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées aux mairies où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Cette déclaration sera mise à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Puy-de-Dôme durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois par le déclarant à compter de la date de notification, et dans un délai de quatre mois par les tiers à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

A Clermont-Ferrand, le 1^{er} octobre 2018

Pour le Préfet et par délégation
Le directeur départemental des territoires

Le Chef du Service
Eau, Environnement et Forêt

Béatrice MICHALLAND